

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Quimper, le 22 juin 2017

### La majorité socialiste épinglée par la Chambre régionale des comptes

Lors de la Séance plénière du 22 juin prochain, les Conseillers départementaux discuteront du Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes de Bretagne à compter de l'exercice 2012 du Conseil départemental (que nous joignons à ce communiqué).

La conclusion de ce rapport est sans appel : **le département du Finistère n'est pas géré.**

#### Une gestion non responsable, à la sincérité altérée

Au cours des exercices 2012 et suivants, **la situation financière du département s'est dégradée**. Alors que les ressources financières ne progressaient pas, **les dépenses ont explosé**. Ce sont donc les impôts et la dette qui ont servis de variables d'ajustement et ont permis au département d'équilibrer les différents budgets :

- **Hausse de la ressource fiscale** de 38,8 M€ depuis 2012, **soit une augmentation des impôts** de 2,6% tous les ans
- **Explosion de la dette** au-delà du plafond anciennement fixé par la majorité à 300 M€, et qu'elle s'engageait à ne pas dépasser.

#### Des pistes d'économies proposées par l'Alliance pour le Finistère toujours refusées, aujourd'hui imposées

Face au constat de cette dégradation lors des dernières séances plénières, l'Alliance pour le Finistère a continuellement proposé des pistes d'économie :

- **Fixer la durée annuelle du temps de travail à 1607 heures** au lieu des 1576 heures actuelles

- **Anticiper dans un plan de gestion les 500 départs à la retraite** d'ici à 5 ans
- **Rendre transparente l'attribution des subventions départementales** accordées aux associations finistériennes
- **Resserrer l'organigramme du département** et mettre en œuvre une réforme **lisible et utile** des services départementaux
- **Mettre en place une cellule dédiée au contrôle interne**, capable de **fixer des objectifs clairs** pour chaque service et de contrôler l'action des différentes directions
- **Réexaminer toutes les dépenses sociales**, et s'assurer de leur légitimité et de leur justesse, afin de maintenir celles qui sont vraiment utiles, et se débarrasser des dépenses injustes, non pertinentes ou bien redondantes.
- **Réduire les dépenses liées à la gestion déficitaire des restaurants administratifs**

Pendant deux ans, ces suggestions ont toutes été rejetées par la majorité, avec un certain mépris et sans aucun examen sérieux et approfondi.

**Depuis 2015, l'exécutif départemental refuse de partager le constat de ces difficultés structurelles, refuse de dialoguer avec tous les élus** de l'Assemblée départementale, avec les organisations syndicales ou avec les agents et refuse de mettre en place les réformes qui s'imposent aujourd'hui. C'est l'exemple de la stricte application des 35 heures, avec un passage du temps de travail de 1575 heures à 1607 heures, ou bien encore celui de la mise en place d'un plan de gestion des départs à la retraite.

**Ces refus ont aujourd'hui conduit à une situation conflictuelle, avec un appel à la grève de l'Intersyndicale et une manifestation organisée ce matin devant la maison du département.**

Les Conseillers départementaux de L'Alliance pour le Finistère.